

# *Les enjeux de la filière uranifère au Québec*

---

Mémoire présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) dans le cadre des audiences sur *les enjeux de la filière uranifère au Québec*, du 20 mai 2014 au 20 mai 2015.

Présenté par la municipalité de :

Saint-Antoine-sur-Richelieu

Septembre 2014

## CONTEXTE

Depuis la catastrophe de Tchernobyl en Ukraine en 1986 et, plus récemment, celle de l'explosion du réacteur de Fukushima au Japon en mars 2011, les enjeux de la production d'uranium à des fins civiles sont devenus un fait d'actualité de premier plan lorsqu'il est question de ressource énergétique.

Prenant compte des considérations et inquiétudes de différents groupes de citoyens et de communautés sur le développement de la filière uranifère au Québec, le 3 mars 2014, l'ex-ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, monsieur Yves-François Blanchet, donnait comme mandat au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de tenir une enquête et une consultation publique sur la filière uranifère en territoire québécois. Ce mandat du BAPE faisait suite à la demande de l'entreprise Strateco de se voir octroyer un permis d'exploration afin de poursuivre ses activités dans le Nord-du-Québec, et plus particulièrement sur le territoire Cris d'Eeyou Istchee dans le secteur des monts Otish.

Le mandat du BAPE aura pour but premier d'éclairer le gouvernement quant à sa réflexion sur l'avenir de cette filière et la protection de l'environnement. Cependant, les activités d'exploration et éventuellement le développement d'une mine d'uranium ne font pas l'unanimité dans cette région et dans l'ensemble du Québec. Le Grand Conseil des Cris et la population crise s'opposent farouchement au projet de Strateco (Projet Matoush). Dans le même sens, une bonne partie de la population québécoise s'est opposée au développement de l'uranium sur leur territoire. À l'heure actuelle, plus de 300 municipalités du Québec ont adopté des résolutions en faveur d'un moratoire sur les mines d'uranium et de l'abandon des centrales nucléaires au Québec, chose faite pour la fermeture de Gentilly-2 en 2012. Des moratoires sur les mines d'uranium existent déjà ailleurs dans le monde, notamment en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse et dans l'État de la Virginie, à cause des risques pour la santé des populations et des impacts que pose ce type de mines pour l'environnement.

Ce mémoire a pour but de sensibiliser les instances gouvernementales aux enjeux que constitue l'ouverture à un développement potentiel de la filière uranifère au Québec.

Le danger inhérent au développement des mines d'uranium au Québec va à l'encontre du choix des Québécois.

## LES RISQUES DE L'URANIUM : LES MUNICIPALITÉS SUR LA PREMIÈRE LIGNE

L'exploration et l'exploitation de l'uranium au Québec aurait des effets néfastes majeurs sur l'environnement et sur la santé des communautés. L'interconnexion des bassins versants fait du risque de la contamination de l'eau un risque dont l'ampleur surpasse largement les bénéfices que pourrait engendrer une mine d'uranium. De plus, l'uranium ne présente pas d'avantage économique considérable. Enfin, le Québec étant en situation de suffisance énergétique, il n'y a pas de nécessité à ce que la filière uranifère soit développée. Il existe aussi une grande variété d'alternatives à l'énergie nucléaire. Voici, par grands thèmes, une liste de nos préoccupations :

### *Environnement*

---

#### Gestion des déchets miniers

- Pour chaque tonne d'uranium extrait, des milliers de tonnes de déchets miniers sont générés
- Environ 85% de la radioactivité des gisements extraits demeurent dans les déchets miniers
- Les déchets miniers demeurent radioactifs pendant des milliers d'années
- Il n'y a pas encore de méthode connue pour légiférer ou gérer un site sur une aussi longue période

#### Risques de contamination

- Les mines d'uranium, même les plus modernes, ne sont pas à l'abri des défaillances (le risque zéro n'existe pas)
- On compte plusieurs accidents technologiques et déversements miniers d'uranium depuis plus de 50 ans
- Les mines d'uranium posent des risques de contamination toxicologique et radiologique
- Plus de 53 contaminants radiologiques et chimiques ont été identifiés
- Les principaux contaminants incluent : thorium, radium, radon, polonium, sélénium et uranium
- Les données sont insuffisantes concernant les risques liés à plusieurs contaminants chimiques
- Les données sont insuffisantes pour conclure sur la zone de contamination autour des sites uranifères

## *Santé*

### Risques sur la santé

Les principaux risques recensés sont :

- Augmentation des risques de leucémie pour la population
- Augmentation des risques génétiques (mutations) et de grossesses défavorables
- Augmentation des risques de cancer de poumon chez les travailleurs miniers

Les risques pour la population sont susceptibles :

- d'augmenter avec le bruit de fond régional
- d'augmenter avec la consommation animale
- de dépasser les normes et les critères reconnus

Encore aujourd'hui, les données sont insuffisantes pour conclure sur les risques liés :

- aux accidents technologiques
- à la gestion des résidus radioactifs à long terme
- au transport des réactifs et du concentré d'uranium
- aux risques sur la santé des populations avoisinantes

### Impacts sociaux

- Anxiété ressentie chez plusieurs individus en lien avec la radioactivité et ses effets (réels ou appréhendés)
- Altération du climat social et perte de confiance de certains citoyens envers les autorités publiques
- Certains groupes sociaux sont plus vulnérables, et les communautés autochtones peuvent particulièrement être touchées par ces changements

## *Économie*

---

### Le marché de l'uranium

- L'uranium sert principalement à produire de l'énergie nucléaire et à des fins militaires
- Le prix de l'uranium a chuté de 25% depuis 1 an et de 60% depuis l'accident de Fukushima en 2011
- Le Québec compte des gîtes de faibles teneurs, 10 à 200 fois moins riches que ceux de la Saskatchewan

### Le coût de l'énergie nucléaire

- L'énergie nucléaire coûte de plus en plus cher et fait face à de nombreux défis techniques et sécuritaires
- Elle est en déclin avec 10% de l'énergie mondiale produite en 2013 vs 17% en 1993
- L'énergie nucléaire coûte 2 à 4 fois plus chère que l'énergie hydroélectrique ou éolienne
- Elle émet 10 à 20 fois plus de gaz à effet de serre que l'énergie éolienne

## *Alternatives à l'uranium*

---

### Le mythe des isotopes médicaux

- La fabrication d'isotopes médicaux ne dépend pas des mines d'uranium
- Moins de 1% des réacteurs nucléaires dans le monde produisent des isotopes médicaux
- Les isotopes médicaux peuvent être produits à partir d'accélérateurs de particules

### Les énergies renouvelables

- Énergie solaire
- Énergie éolienne
- Énergie hydraulique
- Énergie géothermique
- Biomasse
- Gaz naturel

Le Conseil de la municipalité de Saint-Antoine-de-Richelieu demande au gouvernement du Québec d'imposer un moratoire permanent sur l'exploration et l'exploitation de l'uranium sur l'ensemble du territoire québécois incluant les territoires des Premières Nations.

Signature : [Signature]

Signé à [Signature] le [Date] du mois [Mois] 2014.



Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu  
1060, rue du Moulin-Payet, bureau 1  
Saint-Antoine-sur-Richelieu (Québec) J0L 1R0  
Téléphone : (450) 787-3497 Télécopieur : (450) 787-2852  
[direction.generale@sasr.ca](mailto:direction.generale@sasr.ca)

[www.sasr.ca](http://www.sasr.ca)

### EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire enregistrée tenue par le Conseil municipal de Saint-Antoine-sur-Richelieu, le mardi 7 octobre 2014 à compter de 19 :30 heures à laquelle sont présents, monsieur le Maire, Denis Campeau, ainsi que mesdames et messieurs les Conseillers, Lucie Beaudoin, Dominique Rougeau, Pierre Lauzon, Bernard Archambault, Chantal Denis et Jacklyn Estrada Rodrigues, tous, formant quorum sous la présidence du Maire.

Est également présente, madame la secrétaire-trésorière et directrice générale par intérim, Joscelyne Charbonneau, pour agir aussi comme secrétaire pour la prise des minutes de la présente séance.

### RÉSOLUTION 2014-10-321

#### Dépôt d'un mémoire au BAPE Les enjeux de la filière uranifère au Québec

**Considérant** que le gouvernement du Québec a donné comme mandat au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de tenir une enquête et une consultation publique sur la filière uranifère en territoire québécois;

**Considérant** que l'exploitation de l'uranium détient une valeur économique faible et présente un risque pour la santé des populations et l'environnement à proximité d'un projet minier;

**Considérant** que le gouvernement du Québec agira davantage si le BAPE lui démontre qu'une majorité de citoyens s'opposent à l'exploitation et l'exploration de l'uranium au Québec;

**Considérant** que le groupe Hatley, conseillers en stratégie, a proposé aux municipalités un mémoire intitulé «*les enjeux de la filière uranifère au Québec*» en date de septembre 2014;

**Considérant** que le Conseil de la Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu est en accord avec le contenu de ce mémoire;

**Considérant** la précédente résolution n° 2010-04-097 qui demandait aux instances gouvernementales de décréter rapidement un moratoire sur l'exploration et l'exploitation de l'uranium sur tout le territoire du Québec;

**Considérant** qu'en accord avec nos dispositions de règlement de zonage 2009-002 et ses amendements, article 3.9 mentionnant l'interdiction d'entreposer et d'enfouir temporairement ou de façon permanente des déchets radioactifs.

**En conséquence**, il est proposé par madame Chantal Denis, appuyé par madame Jacklyn Estrada Rodriguez, et résolu :

**Que** le préambule fasse et il fait partie intégrante de la présente résolution;

**Que** le Conseil de la Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu déposera un avis d'intention de dépôt d'un mémoire au BAPE;

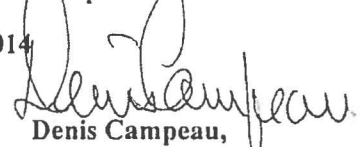
**Que** le Conseil de la Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu demande au gouvernement du Québec d'imposer un moratoire permanent sur l'exploration et l'exploitation de l'uranium sur l'ensemble du territoire québécois incluant les territoires des Premières Nations en déposant un mémoire au BAPE.

Copie certifiée conforme ce 9 octobre 2014 d'un extrait du procès-verbal du 7 octobre 2014

  
Joscelyne Charbonneau,

Secrétaire-trésorière et directrice générale par intérim

Adopté à l'unanimité

  
Denis Campeau,  
Maire